

TIZI-OUZOU

Les 15 revendications des locataires AADL d'Azzazga

Après avoir accusé un long retard dans la réception de leurs appartements faite à la hussarde après moult démarches, les locataires des 316-Logements AADL d'Azzazga, en subissent aujourd'hui les contre-coups.

Dans une pétition qu'ils s'approprient à adresser au directeur général de l'AADL ainsi qu'aux pouvoirs publics, le wali de Tizi Ouzou en tête, et dont une copie a été remise à notre rédaction, ils mettent en demeure le premier responsable de l'agence de lever un certain nombre de réserves formulées par les colataires à la veille de l'occupation de leurs logements et de respecter le cahier des charges comme conclu devant notaire.

La sécurisation des lieux et l'hygiène ainsi que la santé constituent les principales revendications des colocataires qui prévoient des actions radicales dans le cas où leurs doléances ne trouvent pas oreille attentive.

Le raccordement au réseau de gaz de ville, la sécurisation de la cité livrée au vols et aux agressions, la clarification sur les charges locatives, la clôture de la cité et de la bache à eau transformée en urinoir ainsi que la mise en service des ascenseurs figurent en bonne place des revendications des colocataires qui s'interrogent sur le sort réservé aux aires de jeux prévues initialement dans le plan ainsi que sur le devenir du parking dont les travaux sont à l'arrêt.

Les fuites des eaux usées stagnantes constatées au niveau des rez-de-chaussée des tours ainsi que le sort réservé aux viduorures réalisés, selon eux, en deçà des normes, inquiètent également les locataires qui exigent à ce que les locaux commerciaux en bas des immeubles, transformés en lieu de débauche par des gens étrangers à la cité, soient pourvus de rideaux dans les meilleurs délais.

Les colocataires n'oublient pas enfin d'exiger la livraison de la première tour qui attend toujours sa réception au grand dam des acquéreurs qui font de lointaines navettes quotidiennes avec leurs

enfants inscrits dans les établissements de la ville suite aux promesses faites avant l'été.

Aux actions musclées qu'ils prévoient pour le cas où leurs revendications demeurent lettre morte dont l'occupation des lieux publics n'est pas à écarter, selon eux, les locataires envisagent également de cesser le paiement des charges locatives et la fermeture du bureau de gestion de l'AADL d'Azzazga.

S. Hammoum

EAU POTABLE A TIFRA (TIGZIRT-SUR-MER)

Des pénuries encore et toujours

Si le sujet des pénuries d'eau potable dans la région de Tizirt-sur-mer qui avait fait couler beaucoup d'encre a été évacué avec l'entrée en exploitation de la station de dessalement d'eau de mer qui couvre pratiquement, et de façon plus régulière, les besoins des citadins, hormis les résidents du lotissement est dont la majorité des foyers ne sont pas alimentés, les villages de la commune n'ont pas vu leur sort s'améliorer d'un iota.

C'est le cas notamment du méga-village de Tifra, environ 5 000 habitants, qui a vécu le mois sacré et la fête de l'Aïd au rythme des pénuries d'eau potable.

La coupure de l'eau se prolonge parfois durant des semaines et le retour de l'alimentation ne dure, en revanche, selon les résidents du village que nous avons rencontrés

que "quelques heures au maximum".

Les besoins des villageois de ce précieux liquide sont assurés entre-temps par les vieilles fontaines datant de l'époque coloniale et les puits des particuliers. Seulement, à l'heure actuelle, ces derniers se dessèchent et l'œil se tourne vers le réseau de distribution défaillant. Ce qui fait grincer davantage les dents des habitants.

L'idée préconçue, chez ces derniers, est de supprimer carrément leur abonnement.

Une situation qui n'a que trop duré et qui a fait dire à Ferhat, un habitant de Tifra, à propos de l'Algérienne des Eaux qui ne manque pas de réclamer les taxes de l'abonnement qu'"assurer un service public, ce n'est pas seulement savoir facturer mais aussi livrer le produit que l'on a facturé".

Massiles Juba

PRECISIONS

Suite à l'article paru dans votre édition du 1^{er}/11/2006 intitulé "Un délégué de M'chedallah sous les verrous", je vous prie de bien vouloir insérer cette mise au point à l'endroit même de la parution de l'article en question.

En tant que proviseur de l'établissement Nasr-Eddine-M'chedalli, j'ai bel et bien déposé une plainte pour insultes et propos injurieux à l'encontre d'une personne qui se prétend "délégué du mouvement citoyen".

Comme nul n'est au-dessus de la loi, la justice devra trancher cette affaire, mais je déplore toutefois le fait que votre correspondant n'ait pas pris le soin de nous contacter avant la parution de l'article, comme il l'a fait en contactant les délégués du mouvement citoyen.

Le proviseur

TIZI-OUZOU / DRAA-BEN-KHEDDA Les investisseurs tardent à s'installer

La relance économique dans la wilaya de Tizi-Ouzou reste un vœu pieux et les nombreuses assiettes foncières dégagées à travers les daïras sont restées presque en l'état depuis plus de quinze ans. Certes, il y a eu l'insécurité et les événements du Printemps noir, mais ceci n'explique aucunement le non-investissement et son corollaire, le non-développement local. Les chiffres de l'état des lieux fournis par la Société de gestion immobilière de Tizi-Ouzou sont effarants et traduisent de fait cette immense désillusion. Sur des zones d'activité évaluées à 1 771 367 m², 875 lots ont été créés dont 515 cédés et 356 encore disponibles. Mais seuls 26 sont en activité et 86 sont en cours de réalisation. Cette lenteur des investisseurs à s'installer et à démarrer leurs projets constitue à la fois un manque à gagner pour les recettes communales, une défaillance dans la résorption du chômage devenu alarmant et un retard cumulé du développement local. Pis, et comme dans d'autres wilayas, nous avons appris que le foncier industriel a fait lui aussi l'objet d'une féroce spéculation. Le wali de Tizi-Ouzou a récemment sommé la Sogi de récupérer les lots de terrain restés en l'état.

A cet effet et sur l'initiative de cette même Sogi et de l'APC de Draâ-Ben-Khedda, une journée portes ouvertes a été organisée au centre culturel de Draâ-Ben-Khedda. Des investisseurs, des opérateurs économiques mais aussi Sonelgaz, les banques, les assurances et l'ADE ont été conviés à un débat franc pour lever les équivoques et s'assumer pleinement dans la relance économique. La zone d'activité de Draâ-Ben-Khedda est un exemple sidérant, sur 411 206 m², 135 lots ont été créés et 193 projets localisés mais seul un investisseur a commencé à activer.

Lougani Kamel, vice-président d'APC insistera : "Nous avons pu régler un différend sur le passage de la ligne électrique vers la zone d'activité qui date depuis 1995. Nous œuvrons à ce que les investisseurs démarrent leurs projets pour le bien de la commune et de la jeunesse."

Pareille rencontre mérite d'être renouvelée dans toutes les daïras pour un suivi réel, faute de quoi la relance économique tant miroitée serait compromise.

Tayeb Bouamar

BOUIRA

14 projets d'investissement agréés par le Calpi

La wilaya de Bouira vient d'octroyer au géant de l'industrie algérienne, Issad Rebrab et son groupe agroalimentaire Cevalt, un agrément pour l'implantation d'une entreprise de production et de montage spécialisée dans l'électroménager et l'audiovisuel, au niveau de la zone industrielle de Sidi-Khaled, située à 15 km au sud de Bouira et à moins de 4 km de l'autoroute Est-Ouest et de la RN5.

C'est ce que nous avons appris ce mercredi auprès de la cellule de communication de la wilaya qui précise que ce projet a été agréé lors de la réunion du Calpi, le comité d'assistance et de localisation des projets d'investissement sous la présidence du wali. Le montant de ce projet qui créera 600 emplois directs et qui sera réalisé sur une assiette foncière de 6 hectares est de 350 milliards de centimes.

Par ailleurs et toujours lors de la même réunion, le Calpi qui a examiné au total 16 dossiers d'investissement, a agréé 14 et rejeté 2. Parmi les 14 projets agréés outre celui de Cevalt, il y a le projet d'implantation d'une unité de montage des matériels de pesage pour un montant de 10 milliards de centimes et qui créera 40 emplois, et une unité de production de bitume pour un montant de 15 milliards de centimes et créera également 40 postes.

En outre, un autre projet qui fera le bonheur des enfants et de leurs parents est la requalification du manège d'Erriq qui a été longtemps abandonné et qui vient d'être octroyé à un particulier. D'autres projets ont été agréés et seront implantés au niveau de Sour-El-Ghozlane, Ain-Bessem et Lakhdaria.

Enfin, il y a lieu de rappeler que le Calpi avait également entériné le rejet définitif de neuf projets et la récupération des terrains d'assiette qui leur ont été attribués.

Enfin, notons que dans tous ces dossiers étudiés, la région berbérophone de la wilaya a été totalement exclue de tout projet d'investissement. Le seul projet d'envergure qui a été proposé aux autorités de la wilaya reste celui de Cevalt pour le captage de l'eau d'une source à M'chedallah.

Un projet d'un montant de près de 700 milliards de centimes, qui a eu l'aval des autorités locales de Saharidj et M'chedallah, et qui permettra de créer, après l'étude, plus de 2 000 emplois pour la région, a été bloqué au niveau de la wilaya.

Y. Y.

DRAA-EL-MIZAN CFPA cherche directeur désespérément

Le CFPA Krim-Saïd de Draâ-El-Mizan est en proie à une crise endémique et son personnel ne sait plus à quel saint se vouer.

Après avoir connu plusieurs arrêts de travail tout au long de l'année dernière, actions de protestations engagées par les travailleurs pour faire valoir des revendications socioprofessionnelles qui, soit dit en passant, ne sont toujours pas satisfaites, voilà que l'établissement est aujourd'hui perturbé dans son fonctionnement administratif et se dirige tout droit vers une paralysie totale. Une situation induite par l'absence d'un directeur ordonnateur depuis le 12 août dernier.

Le secrétaire général de la section syndicale, M. Mahfouf, qui a pris attache avec notre rédaction, "implore la tutelle de prendre ses responsabi-

tés", en affectant un gestionnaire à l'établissement. "Tout sera bloqué dans une semaine. Le budget n'est pas signé et la magasin ainsi que la cantine vont être fermés si aucune mesure d'urgence n'est prise pour mettre fin à la vacance dans un poste de responsabilité aussi importante", a-t-il averti.

Tout en se demandant si l'Algérie souffrirait d'une pénurie de gestionnaires ou si ce sont les portes du CFPA Krim-Saïd de Draâ-El-Mizan qu'on voudrait voir fermer définitivement aux enfants de la région, notre interlocuteur a tenu à rappeler que les problèmes de logement d'assistance, de régularisation des vacataires, des postes de PSEP1 et de cuisinier ainsi que la promotion d'un ATP, que le personnel a soulevés sont toujours pendants.

A. A. Y.